

RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 3^o, 4^o, 11^o et 34^o; 2004, c. 37)

PARTIE 1 DÉFINITIONS

1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par :

« date du placement » : selon le cas, les dates suivantes :

a) à l'égard d'une opération visée qui ne constitue pas un placement d'un bloc de contrôle, la date à laquelle l'émetteur, ou le porteur vendeur dans le cas du placement d'un bloc de contrôle, a placé le titre visé sous le régime d'une dispense de prospectus;

b) à l'égard d'une opération visée qui constitue un placement d'un bloc de contrôle, la date à laquelle le porteur vendeur a acquis le titre visé;

c) à l'égard d'une opération visée sur un titre sous-jacent qui ne constitue pas le placement d'un bloc de contrôle, la date à laquelle l'émetteur, ou le porteur vendeur dans le cas du placement d'un bloc de contrôle, a placé, sous le régime d'une dispense de prospectus, le titre convertible, le titre échangeable ou le titre convertible à répétition qui a autorisé ou obligé, directement ou indirectement, le porteur à acquérir le titre sous-jacent;

d) à l'égard d'une opération visée qui constitue un placement d'un bloc de contrôle portant sur un titre sous-jacent, la date à laquelle le porteur vendeur a acquis le titre convertible, le titre échangeable ou le titre convertible à répétition qui a autorisé ou obligé, directement ou indirectement, le porteur à acquérir le titre sous-jacent;

« émetteur fermé » : les personnes et émetteurs suivants :

a) soit un émetteur fermé au sens de la législation en valeurs mobilières, à l'exclusion des paragraphes *b* et *c*;

b) soit un émetteur fermé au sens du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel (*indiquer ici le numéro et la date de l'arrêté ministériel approuvant ce règlement*);

c) soit, en Ontario, aux fins de la définition de *private issuer* prévue à l'ancien *Rule 45-501 Exempt Distributions* de 1998 de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, au sens des dispositions transitoires relatives à l'Ontario prévues à l'annexe D, tel qu'il se lisait avant son abrogation le 30 novembre 2001, la personne qui remplit les conditions suivantes :

i) elle n'est ni un émetteur assujetti ni un fonds mutuel au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.O., 1990, c. S.5) de l'Ontario;

ii) tous les titres en circulation qu'elle a émis sont :

A) assujettis à des restrictions à la libre cession qui sont contenues dans ses documents constitutifs ou dans une ou plusieurs conventions entre elle et les porteurs;

B) la propriété véritable, directe ou indirecte, d'au plus 50 personnes, les cotitulaires inscrits comptant comme un seul propriétaire véritable et à l'exclusion :

I) soit de ses salariés ou d'une société du même groupe;

II) soit de ses anciens salariés ou de ceux d'une société du même groupe qui, pendant l'exercice de leurs fonctions, étaient directement ou indirectement propriétaires véritables d'au moins un de ses titres et ont continué à l'être de façon ininterrompue depuis la cessation de leurs fonctions;

iii) elle n'a pas placé de titres auprès du public;

« opération visée » : au Québec, une opération visée au sens du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription;

« placement d'un bloc de contrôle » : l'opération visée au sens des dispositions de la législation en valeurs mobilières visées à l'Annexe A;

« SEDAR » : le système visé par le Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) adopté par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0272 du 12 juin 2001;

« société fermée » : une société fermée au sens de la législation en valeurs mobilières;

« titre convertible » : tout titre qui est convertible en un autre titre de l'émetteur ou qui donne au porteur le droit de souscrire ou d'acquérir ou à l'émetteur le droit de forcer le porteur à souscrire ou à acquérir un autre titre de l'émetteur;

« titre convertible à répétition » : tout titre d'un émetteur qui est convertible en un titre convertible, en un titre échangeable ou en un autre titre convertible à répétition, qui est échangeable contre un tel titre ou qui donne au porteur le droit de souscrire ou d'acquérir ou à l'émetteur le droit de forcer le porteur à souscrire ou à acquérir un tel titre;

« titre échangeable » : tout titre d'un émetteur qui est échangeable contre un titre d'un autre émetteur ou qui donne au porteur le droit de l'échanger ou à l'émetteur le droit de forcer le porteur à l'échanger contre un titre d'un autre émetteur;

« titre sous-jacent » : tout titre émis ou cédé, ou à émettre ou à céder, conformément aux modalités d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition.

PARTIE 2 PREMIÈRE OPÉRATION VISÉE

2.1. Champ d'application

Au Manitoba et au Yukon, les articles 2.2 à 2.7 et 2.10 à 2.14 ne s'appliquent pas.

2.2. Inapplication de dispositions relatives à la revente

En Nouvelle-Écosse, en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador, les dispositions de la législation en valeurs mobilières visées à l'Annexe C pour chacun de ces territoires ne s'appliquent pas.

2.3. Application de l'article 2.5

Si un titre a été placé en vertu d'une des dispositions visées à l'Annexe D, la première opération visée sur ce titre est assujetti à l'article 2.5.

2.4. Application de l'article 2.6

Si un titre a été placé en vertu d'une des dispositions visées à l'Annexe E, la première opération visée sur ce titre est assujetti à l'article 2.6.

2.5. Période de restriction

1) L'opération visée est un placement qui ne nécessite pas de prospectus si elle est assujettie au présent article conformément à l'article 2.3 ou en vertu de la législation en valeurs mobilières, pour autant que les conditions prévues au paragraphe 2 sont remplies.

2) Pour l'application du paragraphe 1, les conditions sont les suivantes :

1. l'émetteur est émetteur assujetti dans un territoire du Canada et l'a été au cours des quatre mois précédant l'opération visée;

2. au moins quatre mois se sont écoulés depuis la date du placement;

3. dans le cas où la date du placement est le 30 mars 2004 ou, au Québec, la date de l'entrée en vigueur du présent règlement ou une date ultérieure :

a) si l'émetteur est émetteur assujetti à la date du placement, le certificat représentant le titre ou l'attestation de propriété délivrée au moyen d'un système d'inscription directe ou d'un autre système électronique d'inscription en compte acceptable pour l'agent responsable, ou, au Québec, pour l'autorité en valeurs mobilières, porte la mention suivante :

« Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières, le porteur du titre doit le conserver jusqu'au [indiquer ici la date tombant quatre mois plus un jour après la date du placement]. »;

b) si l'émetteur n'est pas émetteur assujetti à la date du placement, le certificat représentant le titre ou l'attestation de propriété délivrée au moyen d'un système d'inscription directe ou d'un autre système électronique d'inscription en compte acceptable pour l'agent responsable, ou, au Québec, pour l'autorité en valeurs mobilières, porte la mention suivante :

« Sauf disposition contraire de la législation en valeurs mobilières, le porteur du titre doit le conserver durant un délai de quatre mois plus un jour après la plus éloignée des dates suivantes : *i)* [indiquer ici la date du placement]; *ii)* la date où l'émetteur est devenu émetteur assujetti dans une province ou un territoire. »;

4. l'opération visée ne constitue pas le placement d'un bloc de contrôle;

5. aucun effort inhabituel n'est fait en vue de préparer le marché ou de stimuler la demande pour le titre visé;

6. aucune commission ni autre contrepartie extraordinaire ne sont versées à l'égard de l'opération visée;

7. le porteur vendeur qui est dirigeant de l'émetteur ou initié à son égard n'a pas de motifs raisonnables de croire que l'émetteur contrevient à la législation en valeurs mobilières.

3) La disposition *i* du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 ne s'applique pas à l'opération visée sur un titre sous-jacent si le certificat le représentant ou l'attestation de propriété délivrée en vertu d'un système d'inscription directe ou d'un autre système électronique d'inscription en compte acceptable pour l'agent responsable, ou, au Québec, pour l'autorité en valeurs mobilières, est délivré au moins quatre mois après la date du placement.

2.6. Période d'acclimatation

1) L'opération visée est un placement qui ne nécessite pas de prospectus si elle est assujettie aux dispositions du présent article conformément à l'article 2.4 ou en vertu de la

législation en valeurs mobilières, pour autant que les conditions prévues au paragraphe 3 sont remplies.

2) La première opération visée effectuée sur un titre après que l'émetteur ait cessé d'être une société fermée ou un émetteur fermé constitue un placement qui ne nécessite pas de prospectus, pour autant que les conditions prévues au paragraphe 3 sont remplies.

3) Pour l'application des paragraphes 1 et 2, les conditions sont les suivantes :

1. l'émetteur est émetteur assujéti dans un territoire du Canada et l'a été au cours des quatre mois précédant l'opération visée;

2. l'opération visée ne constitue pas le placement d'un bloc de contrôle;

3. aucun effort inhabituel n'est fait en vue de préparer le marché ou de stimuler la demande pour le titre visé;

4. aucune commission ni autre contrepartie extraordinaire ne sont versées à l'égard de l'opération visée;

5. le porteur vendeur qui est dirigeant de l'émetteur ou initié à son égard n'a pas de motifs raisonnables de croire que l'émetteur contrevient à la législation en valeurs mobilières.

2.7. Dispense pour une opération visée dans le cas où l'émetteur devient émetteur assujéti après la date du placement

Le sous-paragraphe 1 du paragraphe 2 de l'article 2.5, le sous-paragraphe 1 du paragraphe 3 de l'article 2.6 et le sous-paragraphe 1 du paragraphe 2 de l'article 2.8 ne s'appliquent pas si l'émetteur est devenu émetteur assujéti après la date du placement par le dépôt d'un prospectus dans un territoire visé à l'Annexe B et qu'il est émetteur assujéti dans un territoire du Canada au moment de l'opération visée.

2.8. Dispense pour une opération visée effectuée par une personne participant au contrôle

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas au placement d'un bloc de contrôle ni au placement effectué par le prêteur ou le créancier titulaire d'une sûreté pour liquider une dette contractée de bonne foi en vendant ou en offrant le titre sur lequel la sûreté garantissant la dette a été constituée de bonne foi lorsqu'il a acquis le titre dans le cadre du placement d'un bloc de contrôle, pour autant que les conditions prévues au paragraphe 2 sont remplies.

2) Pour l'application du paragraphe 1, les conditions sont les suivantes :

1. l'émetteur est émetteur assujéti dans un territoire du Canada et l'a été au cours des quatre mois précédant l'opération visée;

2. le porteur vendeur, le prêteur ou le créancier titulaire d'une sûreté dans le cas d'un placement visant à liquider une dette a détenu le titre pendant au moins quatre mois;

3. aucun effort inhabituel n'est fait en vue de préparer le marché ou de stimuler la demande pour le titre visé;

4. aucune commission ni autre contrepartie extraordinaire ne sont versées à l'égard de l'opération visée;

5. le porteur vendeur n'a pas de motifs raisonnables de croire que l'émetteur contrevient à la législation en valeurs mobilières.

3) Le porteur vendeur, le prêteur ou le créancier titulaire d'une sûreté dans le cas d'un placement visant à liquider une dette, qui respecte les conditions visées au paragraphe 2, doit remplir les obligations suivantes :

a) signer l'avis établi conformément à l'Annexe 45-102A1, Avis d'intention de placer des titres au plus tôt le jour ouvrable précédant le dépôt de l'avis;

b) déposer l'avis au moyen de SEDAR au plus tard sept jours avant la première opération visée sur le titre placé;

c) déposer, dans un délai de trois jours après la réalisation de toute opération visée, une déclaration d'initié établie conformément au Formulaire 55-102F2, Déclaration d'initié, ou au Formulaire 55-102F6, Déclaration d'initié prévus par la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI) adoptée par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2003-C-0069 du 3 mars 2003.

4) L'avis déposé conformément au paragraphe 3 expire le 30^e jour après la date du dépôt.

2.9. Détermination des périodes

1) Pour l'application de l'article 2.5, 2.6 ou 2.8, la période au cours de laquelle l'une des parties à une fusion, à un regroupement d'entreprises, à une prorogation ou à un arrangement était émetteur assujéti dans un territoire du Canada immédiatement avant cette opération peut être incluse pour déterminer la période durant laquelle l'émetteur était un émetteur assujéti dans un territoire du Canada, lorsqu'il a été partie à cette fusion, à ce regroupement d'entreprises, à cette prorogation ou à cet arrangement.

2) Pour l'application de l'article 2.5 ou 2.8, la période de détention du titre par le porteur vendeur, lorsque le porteur vendeur l'a acquis d'une société du même groupe, peut inclure la période au cours de laquelle celle-ci l'a détenu.

3) Pour l'application de l'article 2.8, la période de détention du titre sous-jacent par le porteur vendeur peut inclure la période au cours de laquelle le porteur vendeur a détenu le titre convertible, le titre échangeable ou le titre convertible à répétition.

4) Pour l'application du sous-paragraphe 2 du paragraphe 2 de l'article 2.8, la période de détention du titre par le créancier titulaire d'une sûreté peut inclure la période au cours de laquelle le débiteur l'a détenu.

5) Pour l'application du sous-paragraphe 2 du paragraphe 2 de l'article 2.8, la période de détention du titre sous-jacent par le créancier titulaire d'une sûreté peut inclure la période au cours de laquelle le débiteur a détenu le titre convertible, le titre échangeable ou le titre convertible à répétition.

2.10. Dispense pour une opération visée sur les titres sous-jacents dans le cas de titres convertibles, de titres échangeables ou de titres convertibles à répétition placés au moyen d'un prospectus

L'article 2.6 ne s'applique pas à l'opération visée sur un titre sous-jacent émis ou cédé conformément aux modalités d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le titre convertible, le titre échangeable ou le titre convertible à répétition a été placé au moyen d'un prospectus visé;

b) l'opération visée ne constitue pas un placement d'un bloc de contrôle;

c) l'émetteur du titre sous-jacent est émetteur assujéti au moment de l'opération visée.

2.11 Dispense pour une opération visée sur les titres acquis dans le cadre d'une offre publique d'achat ou de rachat –

L'article 2.6 ne s'applique pas à l'opération visée sur le titre d'un initiateur lorsque sont réunies les conditions suivantes :

- a) l'initiateur a déposé au moyen de SEDAR une note d'information relative à une offre publique d'échange ou de rachat qui se rapporte au placement du titre;
- b) l'opération visée ne constitue pas un placement d'un bloc de contrôle;
- c) l'initiateur était émetteur assujéti à la date de la première prise de livraison du titre de la société visée dans le cadre de l'offre publique.

2.12. Dispense pour une opération visée sur les titres sous-jacents dans le cas de titres convertibles, de titres échangeables ou de titres convertibles à répétition faisant l'objet d'une note d'information

L'article 2.6 ne s'applique pas à l'opération visée sur un titre sous-jacent émis ou cédé conformément aux modalités d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition lorsque sont réunies les conditions suivantes :

- a) l'initiateur a déposé au moyen de SEDAR une note d'information relative à une offre publique d'échange ou de rachat qui se rapporte au placement du titre convertible, du titre échangeable ou du titre convertible à répétition;
- b) l'opération visée ne constitue pas le placement d'un bloc de contrôle;
- c) l'initiateur était émetteur assujéti à la date de la première prise de livraison du titre de la société visée dans le cadre de l'offre publique;
- d) l'émetteur du titre sous-jacent est émetteur assujéti au moment de l'opération visée.

2.13. Opération visée effectuée par un placeur

L'opération visée est un placement si elle est effectuée par un placeur sur un titre placé en vertu des dispositions visées à l'Annexe F.

2.14. Première opération visée sur les titres d'un émetteur non assujéti placés sous le régime d'une dispense de prospectus

1) L'obligation de prospectus ne s'applique pas à la première opération visée sur un titre placé sous le régime d'une dispense de prospectus lorsque sont réunies les conditions suivantes :

- a) l'émetteur du titre :
 - i) soit n'était pas émetteur assujéti dans un territoire du Canada à la date du placement;
 - ii) soit n'est pas émetteur assujéti dans un territoire du Canada à la date de l'opération visée;
- b) à la date du placement, en tenant compte de l'émission du titre et de tout autre titre de la même catégorie ou série émis en même temps que le titre ou dans le cadre de son placement, des résidents du Canada :

i) ne détenaient, directement ou indirectement, pas plus de 10 % des titres en circulation de la catégorie ou de la série;

ii) ne représentaient pas plus de 10 % du nombre de propriétaires directs ou indirects des titres de la catégorie ou de la série;

c) l'opération visée est effectuée :

i) soit sur une bourse ou un marché à l'extérieur du Canada;

ii) soit avec une personne à l'extérieur du Canada.

2) L'obligation de prospectus ne s'applique pas à la première opération visée sur un titre sous-jacent lorsque sont réunies les conditions suivantes :

a) le titre convertible, le titre échangeable ou le titre convertible à répétition qui autorise ou oblige, directement ou indirectement, le porteur à acquérir le titre sous-jacent a été placé sous le régime d'une dispense de prospectus;

b) l'émetteur du titre sous-jacent :

i) soit n'était pas émetteur assujéti dans un territoire du Canada à la date du placement du titre convertible, du titre échangeable ou du titre convertible à répétition;

ii) soit n'est pas émetteur assujéti dans un territoire du Canada à la date de l'opération visée;

c) les conditions prévues au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 auraient été remplies à l'égard du titre sous-jacent au moment du placement initial du titre convertible, du titre échangeable ou du titre convertible à répétition;

d) la condition prévue au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 est remplie.

PARTIE 3 DISPENSE

3.1. Dispense

1) L'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Au Québec, cette dispense est accordée conformément à l'article 263 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1).

PART 4 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

4.1. Date d'entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 14 septembre 2005.

ANNEXE A

PLACEMENT D'UN BLOC DE CONTRÔLE

TERRITOIRE	DISPOSITIONS DE LA LÉGISLATION EN VALEURS MOBILIÈRES
Alberta	Définition de « control person » à l'alinéa 1(l) et sous-alinéa (iii) de la définition de « distribution » à l'alinéa 1(p) du <i>Securities Act</i> (Alberta)
Colombie-Britannique	Alinéa (c) de la définition de « distribution » au paragraphe 1(1) du <i>Securities Act</i> (Colombie-Britannique)
Île-du-Prince-Édouard	Sous-alinéa (iii) de la définition de « distribution » à l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Île-du-Prince-Édouard)
Manitoba	Alinéa b) of de la définition de « premier placement auprès du public » au paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Manitoba)
Nouveau-Brunswick	Définition de « personne participant au contrôle » et alinéa c) de la définition de « placement » au paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Nouveau-Brunswick)
Nouvelle-Écosse	Sous-alinéa 2(1)(l)(iii) du <i>Securities Act</i> (Nouvelle-Écosse)
Nunavut	Définition de « control person » et sous-alinéa (iii) de la définition de « distribution » au paragraphe 1(1) du <i>Blanket Order No. 1</i> du Registrar of Securities
Ontario	Alinéa c) de la définition de « distribution » au paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Ontario)
Québec	Paragraphe 9 ^o de la définition de « placement » à l'article 5 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i>
Saskatchewan	Sous-alinéas 2(1)(r)(iii), (iv) et (v) de <i>The Securities Act, 1988</i> (Saskatchewan)
Terre-Neuve-et-Labrador	Sous-alinéa 2(1)(l)(iii) du <i>Securities Act</i> (Terre-Neuve-et-Labrador)
Territoires du Nord-Ouest	Définition de « control person » et sous-alinéa (iii) de la définition de « distribution » au paragraphe 1(1) du <i>Blanket Order No. 1</i> du Registrar of Securities

ANNEXE B

TERRITOIRES DES ÉMETTEURS ASSUJETTIS

Alberta

Colombie-Britannique

Manitoba

Nouvelle-Écosse

Ontario

Québec

Saskatchewan

ANNEXE C

DISPOSITIONS RELATIVES À LA REVENTE INAPPLICABLES (article 2.2)

TERRITOIRE	DISPOSITIONS DE LA LÉGISLATION EN VALEURS MOBILIÈRES
Nouvelle-Écosse	Paragraphes 77(5), 77(6), 77(7), 77(7A), 77(7B), 77(8), 77(9) et 77(11), alinéa 77(10)(a) du <i>Securities Act</i> (Nouvelle-Écosse)
Ontario	Paragraphes 72(4), 72(5), 72(6) à l'égard de l'alinéa 72(1)r), et 72(7) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Ontario)
Terre-Neuve-et-Labrador	Alinéa 54(5)(a), paragraphes 54(7), 54(9), 54(10), 73(4), 73(5), 73(6) à l'égard de l'alinéa 72(1)r), 73(7) sauf à l'égard des paragraphes 54(6) et 54(7), 73(12), 73(18), 73(19) et 73(24) du <i>Securities Act</i> (Terre-Neuve-et-Labrador)

ANNEXE D

OPÉRATION VISÉE SUBORDONNÉE À LA PÉRIODE DE RESTRICTION (article 2.3)

Sauf au Manitoba et au Yukon, les dispenses de prospectus suivantes selon le Règlement 45-106 :

- paragraphe 2.3(2) [Investisseur qualifié];
- paragraphe 2.5(2) [Parents, amis et partenaires] (sauf en Ontario);
- paragraphe 2.7(2) [Fondateurs, personnes participant au contrôle et parents] (Ontario);
- paragraphe 2.8(2) [Sociétés du même groupe];
- paragraphe 2.9(3) [Notice d'offre] (Colombie-Britannique, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador);
- paragraphe 2.9(5) [Notice d'offre] (Alberta, Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nunavut, Québec, Saskatchewan et Territoires du Nord-Ouest);
- paragraphe 2.10(2) [Investissement d'une somme minimale];
- paragraphe 2.12(2) [Acquisition d'actifs];
- paragraphe 2.13(2) [Terrains pétrolifères, gazéifères et miniers];
- paragraphe 2.14(2) [Titres émis en règlement d'une dette];
- paragraphe 2.19(2) [Investissement additionnel dans un fonds d'investissement];
- paragraphe 2.30(2) [Opération visée isolée];
- paragraphe 2.40(2) [REER/FERR], si le titre souscrit en vertu de l'article 2.40 l'a été initialement par une personne physique ou une personne avec laquelle elle a des liens, ou par un REER ou un FERR établi pour ou par cette personne ou en vertu duquel cette personne est bénéficiaire, sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
 - a) toute dispense susmentionnée;
 - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement;
 - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102 avant le [*insérer la date d'entrée en vigueur du Règlement 45-106*];
- paragraphe 2.42(3) [Conversion, échange ou exercice], si le titre souscrit dans les conditions prévues à l'alinéa 2.42(1)a) l'a été conformément aux conditions de titres émis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
 - a) toute dispense susmentionnée;
 - b) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement;
 - c) toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102 avant le [*insérer la date d'entrée en vigueur du Règlement 45-106*];
- article 5.2 [Placement au moyen d'un document d'offre conforme à la politique de la Bourse de croissance TSX], si le titre souscrit en vertu de l'article 5.2 l'a été par l'un des souscripteurs suivants :

a) tout souscripteur qui, au moment de la souscription du titre, était promoteur, placeur, membre du « professional group » (au sens du National Instrument 33-105, *Underwriting Conflicts*) de l'émetteur ou initié à son égard;

b) tout autre souscripteur souscrivant des titres pour plus de 40 000 \$;

et les dispenses de prospectus d'application locale suivantes :

- article 3.1 de la Rule 72-501 *Distributions to Purchasers Outside Alberta* de l'**Alberta Securities Commission**;
- alinéas 77(1)(u) et (w) et sous-alinéas 77(1)(ab)(ii) et (iii) du *Securities Act (Nouvelle-Écosse)*;
- toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 du présent règlement dans un territoire du Canada.

Dispositions transitoires

1) Dispositions générales

Toute dispense de prospectus indiquée dans l'Annexe D de la norme multilatérale 45-102 ou toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102 avant le [insérer la date d'entrée en vigueur du Règlement 45-106]. Les dispenses de prospectus indiquées dans l'Annexe D au 30 mars 2004 étaient prévues par les dispositions suivantes :

- ◆ alinéas 131(1)(b), (c), (l) et (m) du *Securities Act (Alberta)*;
- ◆ alinéa 122(d) et article 122.2 des *Alberta Securities Commission Rules*, article 3.1 de la Rule 72-501 *Distributions to Purchasers Outside Alberta* de l'**Alberta Securities Commission**, paragraphes 3.1(2), 4.1(2), 4.1(4) et 5.1(2) de la norme multilatérale 45-103 ou toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;
- ◆ sous-alinéa 131(1)(f)(iii) du *Securities Act (Alberta)*, si le droit de souscription, de conversion ou d'échange a été acquis antérieurement sous le régime de toute dispense susmentionnée prévue par le *Securities Act (Alberta)*, les *Alberta Securities Commission Rules* ou la norme multilatérale 45-103, ou de toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;
- ◆ alinéas 74(2)(1) à (6), (16), (18), (19), (23) et (25) du *Securities Act (Colombie-Britannique)*;
- ◆ alinéas 128(a), (b), (c), (e), (f) et (h) des *Securities Rules (Colombie-Britannique)*, paragraphes 3.1(2), 4.1(2), 4.1(4) et 5.1(2) de la norme multilatérale 45-103 ou toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;
- ◆ sous-alinéas 74(2)(11)(ii) et (iii) et alinéa 74(2)(13) du *Securities Act (Colombie-Britannique)*, si le titre acquis par le porteur vendeur ou le droit de souscription, de conversion, d'échange ou d'acquisition a été acquis antérieurement par une personne en vertu d'une disposition du *Securities Act (Colombie-Britannique)*, des *Securities Rules (Colombie-Britannique)* ou de la norme multilatérale 45-103 visée à la présente annexe, ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;
- ◆ alinéa 74(2)(12) du *Securities Act (Colombie-Britannique)*, si le titre acquis par le porteur vendeur lors de la réalisation d'une sûreté a été souscrit initialement par une

personne en vertu d'une disposition du *Securities Act* (Colombie-Britannique), des *Securities Rules* (Colombie-Britannique) ou de la norme multilatérale 45-103 visée à la présente annexe, ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

- ◆ alinéas 13(1)(a), (b), (c), (g) et (i) du *Securities Act* (**Île-du-Prince-Édouard**), paragraphes 3.1(2), 4.1(2), 4.1(4) et 5.1(2) de la norme multilatérale 45-103 ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

- ◆ sous-alinéa 13(1)(e)(iii) du *Securities Act* (**Île-du-Prince-Édouard**), si le droit de souscription, de conversion ou d'échange a été acquis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses susmentionnées prévues par le *Securities Act* (Île-du-Prince-Édouard) ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

- ◆ alinéas 77(1)(a), (b), (c), (d), (l), (m), (p), (q), (u), (w), (y), (ab) et (ad) du *Securities Act* (**Nouvelle-Écosse**), paragraphes 3.1(2), 4.1(2), 4.1(4) et 5.1(2) de la norme multilatérale 45-103 ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

- ◆ sous-alinéa 77(1)(f)(iii) du *Securities Act* (**Nouvelle-Écosse**), si le droit de souscription, de conversion ou d'échange a été acquis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses susmentionnées prévues par le *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) ou la norme multilatérale 45-103, ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

- ◆ alinéas 3(a), (b), (c), (k), (l), (m), (r), (s), (t), (u), (w) et (z) du *Blanket Order No.1* du Registrar of Securities (**Nunavut**), paragraphes 3.1(2), 4.1(2), 4.1(4) et 5.1(2) de la norme multilatérale 45-103 ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

- ◆ sous-alinéa 3(e)(iii) du *Blanket Order No.1* du Registrar of Securities (**Nunavut**), si le droit de souscription, de conversion ou d'échange a été acquis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses susmentionnées prévues par le *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (Nunavut) ou la norme multilatérale 45-103, ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

- ◆ sous-alinéas 81(1)(f)(iii) et (iv) de *The Securities Act, 1988* (**Saskatchewan**), si le titre convertible, le titre échangeable ou le titre convertible à répétition a été acquis sous le régime de l'une des dispenses susmentionnées prévues par *The Securities Act, 1988* (Saskatchewan) ou la norme multilatérale 45-103 visées à la présente annexe, ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

- ◆ alinéa 81(1)(e) de *The Securities Act, 1988* (**Saskatchewan**), si les titres ont été acquis d'une personne qui les a souscrits sous le régime d'une dispense prévue par *The Securities Act, 1988* (Saskatchewan) visée à la présente annexe;

- ◆ alinéas 54(3)(f) et (g) et 73(1)(a), (b), (c), (d), (h), (l), (m), (p) et (q) du *Securities Act* (**Terre-Neuve-et-Labrador**), paragraphes 3.1(2), 4.1(2), 4.1(4) et 5.1(2) de la norme multilatérale 45-103, ou toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

- ◆ sous-alinéa 73(1)(f)(iii) du *Securities Act* (**Terre-Neuve-et-Labrador**), si le droit de souscription, de conversion ou d'échange a été acquis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses susmentionnées prévues par le *Securities Act* (Terre-Neuve-et-Labrador)

ou la norme multilatérale 45-103, ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

◆ alinéas 3(a), (b), (c), (k), (l), (m), (r), (s), (t), (u), (w) et (z) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (**Territoires du Nord-Ouest**), paragraphes 3.1(2), 4.1(2), 4.1(4) et 5.1(2) de la norme multilatérale 45-103 ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102;

◆ sous-alinéa 3(e)(iii) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (**Territoires du Nord-Ouest**), si le droit de souscription, de conversion ou d'échange a été acquis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses susmentionnées prévues par le *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (Territoires du Nord-Ouest) ou la norme multilatérale 45-103, ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102.

2) Dispositions du Québec

Les articles 43, 47, 48 et 51 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec tels qu'ils se lisaient avant leur modification ou abrogation par les articles 7 et 8 de la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*.

Une dispense de prospectus et de l'inscription à titre de courtier accordée en vertu de l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec avant le 30 mars 2004 si cette dispense prévoyait comme condition une période de restriction de 12 mois.

3) Dispositions de l'Ontario

Définitions

Dans la présente annexe, on entend par :

« émetteur de titres échangeables » : en Ontario, l'émetteur qui place des titres d'un émetteur assujéti qu'il détient conformément aux modalités d'un titre échangeable qu'il a émis;

« opération visée de type 1 » : en Ontario, le placement d'un titre sous le régime d'une dispense de prospectus prévue par l'une des dispositions suivantes :

- a) l'alinéa 72(1)a), b), c), d), l), m), p) ou q) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario);
- b) l'article 2.4, 2.5 ou 2.11 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO;
- c) l'article 2.3, 2.12, 2.13 ou 2.14 de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO;
- d) l'article 2.3, 2.12, 2.13, 2.14 ou 2.16 de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO;

« Rule 45-501 (1998) de la CVMO » : la Rule 45-501 *Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entrée en vigueur le 22 décembre 1998;

« Rule 45-501 (2001) de la CVMO » : la Rule 45-501 *Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entrée en vigueur le 30 novembre 2001;

« Rule 45-501 (2004) de la CVMO » : la Rule 45-501 *Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entrée en vigueur le 12 janvier 2004;

« Rule 45-501 (2005) de la CVMO » : la Rule 45-501 *Ontario Prospectus and Registration Exemptions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entrée en vigueur le 14 septembre 2005;

« Rule 45-502 de la CVMO » : la Rule 45-502 *Dividend or Interest Reinvestment and Stock Dividend Plans* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario;

« titre convertible » : en Ontario, tout titre qui est convertible en un titre d'un émetteur ou qui donne au porteur le droit de souscrire ou à l'émetteur le droit de forcer le porteur à souscrire un titre de l'émetteur;

« titre convertible à répétition » : en Ontario, tout titre d'un émetteur qui est convertible en un titre convertible, en un titre échangeable ou en un titre convertible à répétition, qui est échangeable contre un tel titre ou qui donne au porteur le droit de souscrire ou encore à l'émetteur ou à l'émetteur de titres échangeables le droit de forcer le porteur à souscrire un tel titre;

« titre échangeable » : en Ontario, tout titre d'un émetteur qui est échangeable contre un titre d'un autre émetteur ou qui donne au porteur le droit de l'échanger ou à l'émetteur le droit de forcer le porteur à l'échanger contre un titre d'un autre émetteur;

« titre sous-jacent » : en Ontario, tout titre émis ou cédé, ou à émettre ou à céder, conformément aux conditions d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition.

a) *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)*

Alinéas 72(1)a), b), c), d), l), m), p) et q) de la *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)* et sous-alinéa 72(1)f)(iii) de la *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)*, si le droit de souscription, de conversion ou d'échange a été acquis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses susmentionnées prévues par la *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)* ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102.

b) *Rule 45-501 (2005) de la CVMO*

Article 2.1 de la Rule 45-501 (2005) de la CVMO.

Article 2.2 de la Rule 45-501 (2005) de la CVMO.

c) *Rule 45-501 (2001) de la CVMO et Rule 45-501 (2004) de la CVMO*

Article 2.3 de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO et de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO.

Article 2.11 de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO et de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO si l'article 2.5 de la norme multilatérale 45-102 s'était appliqué à la première opération visée effectuée sur le titre par le placeur se prévalant de la dispense prévue à cet article de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO ou de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO.

Article 2.12 de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO et de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO.

Article 2.13 de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO et de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO.

Article 2.14 de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO et de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO.

Article 2.16 de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO.

d) *Rule 45-501 (1998) de la CVMO*

Article 2.4 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO.

Article 2.5 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO.

Article 2.11 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO.

e) Autres dispositions

Toute autre disposition en vertu de laquelle le titre sous-jacent a été placé lors de la conversion ou de l'échange d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition acquis dans le cadre d'une opération visée de type 1 ou d'une opération visée effectuée en vertu de l'article 2.4, 2.5 ou 2.11 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO.

ANNEXE E

OPÉRATION VISÉE SUBORDONNÉE À LA PÉRIODE D'ACCLIMATATION (article 2.4)

Sauf au Manitoba et au Yukon, les dispenses de prospectus suivantes selon le Règlement 45-106 :

- paragraphe 2.1(2) [Placement de droits];
- paragraphe 2.2(4) [Plan de réinvestissement];
- paragraphe 2.4(2) [Émetteur fermé];
- paragraphe 2.11(2) [Regroupement et réorganisation d'entreprises];
- paragraphe 2.16(2) [Offres publiques d'achat ou de rachat];
- paragraphe 2.17(2) [Offre d'acquérir des titres faite à un porteur dans un territoire étranger];
- paragraphe 2.18(6) [Réinvestissement dans un fonds d'investissement];
- paragraphe 2.20(2) [Club d'investissement];
- paragraphe 2.21(3) [Fonds d'investissement privé – portefeuilles gérés par une société de fiducie];
- paragraphe 2.24(4) [Salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants];
- paragraphe 2.26(3) [Opérations visées entre salariés, membres de la haute direction, administrateurs ou consultants actuels ou anciens d'un émetteur non assujetti];
- paragraphe 2.27(4) [Cessionnaires admissibles];
- paragraphe 2.30(3) [Constitution de l'émetteur];
- paragraphe 2.31(3) [Dividendes et distributions];
- paragraphe 2.40(2) [REER/FERR], si le titre acquis en vertu de l'article 2.40 l'a été initialement par une personne physique ou une personne avec laquelle elle a des liens, ou un REER ou un FERR établi pour ou par cette personne ou en vertu duquel cette personne est bénéficiaire, sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
 - a) toute dispense susmentionnée;
 - b) une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement;
 - c) une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102 avant le [insérer la date d'entrée en vigueur du Règlement 45-106];
- paragraphe 2.42(3) [Conversion, échange ou exercice - titres émis par l'émetteur], si le titre acquis dans les conditions prévues à l'alinéa 2.42(1)a) l'a été conformément aux conditions de titres émis antérieurement sous le régime de l'une des dispenses suivantes :
 - a) toute dispense susmentionnée;
 - b) une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement;

c) une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102.

- paragraphe 2.42(3) [Conversion, échange ou exercice - titres émis par un émetteur assujéti] à l'égard d'un titre faisant l'objet d'une opération visée dans les conditions prévues à l'alinéa 2.42(1)b);

et les dispenses de prospectus d'application locale suivantes :

- Rule 45-502 *Trade with RESP* de l'Alberta Securities Commission si elle n'est pas visée à l'Annexe D;
- *Local Rule 45-510 - Exempt Distributions - Exemptions for Trades Pursuant to Take-Over Bids and Issuer Bids* de l'Île-du-Prince-Édouard.
- *Blanket Order No. 46* de la Nova Scotia Securities Commission;
- toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 du présent règlement dans un territoire du Canada.

Dispositions transitoires

1) Dispositions générales

Toute dispense de prospectus indiquée dans l'Annexe E de la norme multilatérale 45-102 en vigueur au 30 mars 2004 ou toute dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102 avant le [insérer la date d'entrée en vigueur du Règlement 45-106]. Les dispenses de prospectus indiquées dans l'Annexe E au 30 mars 2004 étaient prévues par les dispositions suivantes :

◆ alinéas 131(1)(f) (s'il n'est pas visé à l'Annexe D), (h), (i), (j), (k) et (y) du *Securities Act (Alberta)* et alinéas 107(1) (j.1) et (k.1) avant leur suppression en vertu de l'article 5 du *Securities Amendment Act, 1989 (Alberta)*, paragraphe 2.1(2) de la norme multilatérale 45-103, et articles 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la norme multilatérale 45-105, ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102;

◆ sous-alinéa 74(2)(11)(iii) (s'il n'est pas visé à l'Annexe D ou F) et alinéas 74(2)(7), (8) (s'il n'est pas visé à l'Annexe F), (9) à (11), (13), (22) et (24) du *Securities Act (Colombie-Britannique)*;

◆ alinéa 128(g) des *Securities Rules (Colombie-Britannique)*, paragraphe 2.1(2) de la norme multilatérale 45-103 et articles 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la norme multilatérale 45-105, ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102;

◆ alinéa 74(2)(12) du *Securities Act (Colombie-Britannique)*, si le titre acquis par le porteur vendeur lors de la réalisation d'une sûreté a été souscrit initialement par une personne en vertu d'une disposition du *Securities Act (Colombie-Britannique)*, des *Securities Rules (Colombie-Britannique)* ou une norme multilatérale visée à la présente annexe, ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102;

◆ alinéas 13(1)(e) (s'il n'est pas visé à l'Annexe D ou F), (f) (s'il n'est pas visé à l'Annexe F), (h) et (k) du *Securities Act (Île-du-Prince-Édouard)* ou article 3.1 ou 3.2 de la *Local Rule 45-501 - Exempt Distributions - Exemptions for Trades Upon Exercise of Conversion and Exchange Rights* de l'Île-du-Prince-Édouard, article 1.1 de la *Local Rule 45-502 - Exempt Distributions - Exemption for a Trade on an Amalgamation, Merger, Reorganization or Arrangement* de l'Île-du-Prince-Édouard, article 2.1 ou 2.2 de la *Local Rule*

45-506 - *Exempt Distributions - Dividend or Interest Reinvestment and Stock Dividend Plans* de l'Île-du-Prince-Édouard ou article 2.1 ou 2.2 de la *Local Rule 45-510 - Exempt Distributions - Exemptions for Trades Pursuant to Take-Over Bids and Issuer Bids* de l'Île-du-Prince-Édouard, paragraphe 2.1(2) de la norme multilatérale 45-103 et articles 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la norme multilatérale 45-105, ou sous le régime d'une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102;

◆ alinéas 77(1)(f) (s'il n'est pas visé à l'Annexe D ou F), (h), (i) (s'il n'est pas visé à l'Annexe F), (j), (k), (n), (v), (va), (ac), (ae) et (af) du *Securities Act* (**Nouvelle-Écosse**), alinéa 78(1)(a) du *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) à l'égard de l'alinéa 41(2)(j) du *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) et les *Blanket Orders No. 37, 38* (s'il n'est pas visé à l'Annexe F), 46 et 45-503 (s'il n'est pas visé à l'Annexe F), paragraphe 2.1(2) de la norme multilatérale 45-103 et articles 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la norme multilatérale 45-105, ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102;

◆ alinéas 3(e), (f), (g), (h), (i), (n), (x), (y) et (mm) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (**Nunavut**), sauf les opérations visées effectuées en vertu du sous-alinéa 3(e)(iii) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (Nunavut) indiqué dans l'Annexe D ou F et les opérations visées effectuées en vertu du sous-alinéa 3(g) indiqué dans l'Annexe F, paragraphe 2.1(2) de la norme multilatérale 45-103 et articles 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la norme multilatérale 45-105, ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102;

◆ alinéas 81(1)(a.1), (e) (s'il n'est pas visé à l'Annexe D), (f) (s'il n'est pas visé à l'Annexe D ou F), (f.1), (g), (h), (i) (s'il n'est pas visé à l'Annexe F), (i.1), (j), (k), (o), (cc) et (dd) de *The Securities Act, 1988* (**Saskatchewan**), paragraphe 2.1(2) de la norme multilatérale 45-103 et articles 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la norme multilatérale 45-105, ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102;

◆ paragraphe 54(3) et alinéas 73(1)(f) (s'il n'est pas visé à l'Annexe D ou F), (i) (s'il n'est pas visé à l'Annexe F), (j), (k) et (n) du *Securities Act* (**Terre-Neuve-et-Labrador**), paragraphe 2.1(2) de la norme multilatérale 45-103 et articles 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la norme multilatérale 45-105, ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102;

◆ alinéas 3(e), (f), (g), (h), (i), (n), (x), (y) et (mm) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (**Territoires du Nord-Ouest**), sauf en ce qui concerne les opérations visées effectuées en vertu du sous-alinéa 3(e)(iii) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (Territoires du Nord-Ouest) indiqué dans l'Annexe D ou F et les opérations visées effectuées en vertu du sous-alinéa 3(g) indiqué dans l'Annexe F, paragraphe 2.1(2) de la norme multilatérale 45-103 et articles 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la norme multilatérale 45-105, ou une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102.

2) Dispositions du Québec

Les articles 50 et 52 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec tels qu'ils se lisaient avant leur abrogation par l'article 8 de la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*.

Une dispense de prospectus et de l'inscription à titre de courtier accordée en vertu de l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec avant le 30 mars 2004 si cette dispense prévoyait comme condition une période d'acclimation de 12 mois.

3) Dispositions de l'Ontario

Définitions

Dans la présente annexe, on entend par :

« émetteur de titres échangeables » : en Ontario, l'émetteur qui place des titres d'un émetteur assujéti qu'il détient conformément aux modalités d'un titre échangeable qu'il a émis;

« opération visée de type 1 » : en Ontario, le placement d'un titre sous le régime d'une dispense de prospectus prévue par l'une des dispositions suivantes :

- a) l'alinéa 72(1)a), b), c), d), l), m), p) ou q) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario);
- b) l'article 2.4, 2.5 ou 2.11 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO;
- c) l'article 2.3, 2.12, 2.13 ou 2.14 de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO;
- d) l'article 2.3, 2.12, 2.13, 2.14 ou 2.16 de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO;

« opération visée de type 2 » : en Ontario, le placement d'un titre sous le régime d'une dispense de prospectus prévue par l'une des dispositions suivantes :

- a) l'alinéa 72(1)f) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario), à l'exception du placement auprès d'un « associated consultant » ou d'un « investor consultant » au sens de la Rule 45-503 de la CVMO ou d'un placement auprès d'un « associated consultant » ou d'une « investor relations person » au sens de la norme multilatérale 45-105;
- b) l'alinéa 72(1)h), i), j), k) ou n) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario);
- c) l'article 2.5, 2.8 ou 2.15 de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO;
- d) l'article 2.5, 2.8 ou 2.15 de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO;

« Rule 45-501 (1998) de la CVMO » : la Rule 45-501 *Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entrée en vigueur le 22 décembre 1998;

« Rule 45-501 (2001) de la CVMO » : la Rule 45-501 *Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entrée en vigueur le 30 novembre 2001;

« Rule 45-501 (2004) de la CVMO » : la Rule 45-501 *Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entrée en vigueur le 12 janvier 2004;

« Rule 45-501 (2005) de la CVMO » : la Rule 45-501 *Ontario Prospectus and Registration Exemptions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario entrée en vigueur le 14 septembre 2005;

« Rule 45-502 de la CVMO » : la Rule 45-502 *Dividend or Interest Reinvestment and Stock Dividend Plans* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario;

« Rule 45-503 de la CVMO » : la Rule 45-503 *Trades to Employees, Executives and Consultants* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario;

« titre convertible » : en Ontario, tout titre qui est convertible en un titre d'un émetteur ou qui donne au porteur le droit de souscrire ou à l'émetteur le droit de forcer le porteur à souscrire un titre de l'émetteur;

« titre convertible à répétition » : en Ontario, tout titre d'un émetteur qui est convertible en un titre convertible, en un titre échangeable ou en un titre convertible à répétition, qui est échangeable contre un tel titre ou qui donne au porteur le droit de souscrire ou encore à l'émetteur ou à l'émetteur de titres échangeables le droit de forcer le porteur à souscrire un tel titre;

« titre échangeable » : en Ontario, tout titre d'un émetteur qui est échangeable contre un titre d'un autre émetteur ou qui donne au porteur le droit de l'échanger ou à l'émetteur le droit de forcer le porteur à l'échanger contre un titre d'un autre émetteur;

« titre sous-jacent » : en Ontario, tout titre émis ou cédé, ou à émettre ou à céder, conformément aux conditions d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition.

a) *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)*

Alinéas 72(1)f), i) (s'il n'est pas visé à l'Annexe F), j), k) et n) de la *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)*, sauf les opérations visées effectuées en vertu du sous-alinéa 72(1)f)(iii) de la *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)* qui, selon le cas :

i) sont visés à l'Annexe D ou F;

ii) font l'objet de l'article 6.5 de la *Rule 45-501 Exempt Distributions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario;

et une dispense de prospectus subordonnant la première opération visée à l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102.

Alinéa 72(1)h) de la *Loi sur les valeurs mobilières (Ontario)*, à l'exception de tout placement, en vertu de cet alinéa, d'un titre sous-jacent placé lors de la conversion ou de l'échange d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition acquis dans le cadre d'une opération visée de type 1.

b) *Rule 45-501 (2001) de la CVMO et Rule 45-501 (2004) de la CVMO*

Article 2.1 de la *Rule 45-501 (2001)* de la CVMO et de la *Rule 45-501 (2004)* de la CVMO.

Article 2.5 de la *Rule 45-501 (2001)* de la CVMO et de la *Rule 45-501 (2004)* de la CVMO.

Article 2.6 de la *Rule 45-501 (2001)* de la CVMO et de la *Rule 45-501 (2004)* de la CVMO si le titre sous-jacent a été placé en vertu de cet article de la *Rule 45-501 (2001)* ou de la *Rule 45-501 (2004)* lors de la conversion ou de l'échange forcé d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition acquis, selon le cas :

a) dans le cadre d'une opération visée de type 2;

b) en vertu de l'article 2.2, 3.1, 3.2, 3.3, 5.1 ou 8.1 de la *Rule 45-503* de la CVMO, sauf une opération visée effectuée par un « associated consultant » ou un « investor consultant » au sens de la *Rule 45-503* de la CVMO;

c) en vertu d'une disposition de la partie 2 de la norme multilatérale 45-105.

Article 2.7 de la *Rule 45-501 (2001)* de la CVMO et de la *Rule 45-501 (2004)* de la CVMO si le titre sous-jacent a été placé en vertu de cet article de la *Rule 45-501 (2001)* ou de la *Rule 45-501 (2004)* lors de la conversion ou de l'échange forcé d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition acquis, selon le cas :

a) dans le cadre d'une opération visée de type 2;

b) en vertu de l'article 2.2, 3.1, 3.2, 3.3, 5.1 ou 8.1 de la Rule 45-503 de la CVMO, sauf une opération visée effectuée par un « associated consultant » ou un « investor consultant » au sens de la Rule 45-503 de la CVMO;

c) en vertu d'une disposition de la partie 2 de la norme multilatérale 45-105.

Article 2.8 de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO et de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO.

Article 2.11 de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO et de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO si l'article 2.6 de la norme multilatérale 45-102 s'était appliqué à la première opération visée effectuée sur ce titre par le placeur se prévalant de la dispense prévue à cet article de la Rule 45-501 (2001) de la CVMO ou de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO.

Article 2.15 de la Rule 45-501 (2004) de la CVMO.

c) *Rule 45-501 (1998) de la CVMO*

Article 2.7 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO.

Article 2.8 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO.

Article 2.9 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO si le titre sous-jacent a été placé en vertu de cet article lors de la conversion ou de l'échange forcé d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition acquis par le porteur dans le cadre d'une opération visée de type 2.

Article 2.10 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO si le titre sous-jacent a été placé en vertu de cet article lors de la conversion ou de l'échange forcé d'un titre convertible, d'un titre échangeable ou d'un titre convertible à répétition acquis par le porteur dans le cadre d'une opération visée de type 2.

Article 2.17 de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO.

Paragraphe 2.18(1) de la Rule 45-501 (1998) de la CVMO après que l'émetteur ait cessé d'être un émetteur fermé sous le régime du *Securities Act* de la Colombie-Britannique.

d) *Autres dispositions*

Articles 2.1 et 3.1 de la Rule 45-502 de la CVMO.

ANNEXE F

PLACEURS (article 2.13)

Paragraphe 2.33(2) [Preneur ferme] du Règlement 45-106 et paragraphe 2.11(2) [Regroupement et réorganisation d'entreprises] ou 2.42(3) [Conversion, échange ou exercice] du Règlement 45-106, si le titre initial a été souscrit en vertu du paragraphe 2.33(2) du Règlement 45-106 ou sous le régime d'une dispense visant les placeurs selon les dispositions transitoires indiquées ci-dessous.

Dispositions transitoires

Toute dispense de prospectus indiquée dans l'Annexe F de la norme multilatérale 45-102 en vigueur au 30 mars 2004. Ces dispenses étaient prévues par les dispositions suivantes :

◆ alinéa 74(2)(15) du *Securities Act* (**Colombie-Britannique**), et alinéa 74(2)(8) ou sous-alinéa 74(2)(11)(iii) du *Securities Act* (Colombie-Britannique), si le titre initial a été souscrit en vertu de l'alinéa 74(2)(15) du *Securities Act* (Colombie-Britannique);

◆ article 2.1 de la *PEI Rule 45-509 - Exempt Distributions - Securities Underwriters* de l'Île-du-Prince-Édouard, et sous-alinéa 13(1)(e)(iii) ou alinéa 13(1)(f) du *Securities Act* (**Île-du-Prince-Édouard**), ou article 1.1 de la *PEI Rule 33-502 - Scholarship Plan Dealers - Disclosure of Sales Charges* de l'Île-du-Prince-Édouard, si le titre initial a été souscrit en vertu de l'article 2.1 de la Local Rule 45-509 de l'Île-du-Prince-Édouard;

◆ alinéa 77(1)(r) du *Securities Act* (**Nouvelle-Écosse**), et alinéa 77(1)(i) ou sous-alinéa 77(1)(f)(iii) du *Securities Act* (Nouvelle-Écosse) ou *Blanket Order No. 38* ou *45-503*, si le titre initial a été souscrit en vertu de l'alinéa 77(1)(r) du *Securities Act* (Nouvelle-Écosse);

◆ alinéa 3(v) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (**Nunavut**), et alinéa 3(g) ou sous-alinéa 3(e)(iii) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (Nunavut), si le titre initial a été souscrit en vertu de l'alinéa 3(v) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (Nunavut);

◆ sous-alinéa 72(1)(f)(iii) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario), si le titre initial a été souscrit en vertu de l'alinéa 72(1)(r) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario);

◆ alinéa 72(1)(i) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario), si le titre initial a été souscrit en vertu de l'alinéa 72(1)(r) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario);

◆ alinéa 72(1)(r) de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario);

◆ l'article 55 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (**Québec**) tel qu'il se lisait avant son abrogation par l'article 8 de la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*;

◆ alinéa 81(1)(u) de *The Securities Act, 1988* (**Saskatchewan**), et alinéa 81(1)(i) ou sous-alinéa 81(1)(f)(iii) de *The Securities Act, 1988* (Saskatchewan), si le titre initial a été souscrit en vertu de l'alinéa 81(1)(u) de *The Securities Act, 1988* (Saskatchewan);

◆ alinéa 73(1)(r) du *Securities Act* (**Terre-Neuve-et-Labrador**), et alinéa 73(1)(i) ou sous-alinéa 73(1)(f)(iii) du *Securities Act* (Terre-Neuve-et-Labrador), si le titre initial a été souscrit en vertu de l'alinéa 73(1)(r) du *Securities Act* (Terre-Neuve-et-Labrador);

◆ alinéa 3(v) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (**Territoires du Nord-Ouest**), et alinéa 3(g) ou sous-alinéa 3(e)(iii) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of

Securities (Territoires du Nord-Ouest), si le titre initial a été souscrit en vertu de l'alinéa 3(v) du *Blanket Order No. 1* du Registrar of Securities (Territoires du Nord-Ouest).

ANNEXE 45-102A1
AVIS D'INTENTION DE PLACER DES TITRES EN VERTU DE
L'ARTICLE 2.8 DU RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES

Émetteur assujetti

1. Nom.

Porteur vendeur

2. Nom.

3. Fonctions au sein de l'émetteur assujetti.

4. Le cas échéant, indication que le porteur vendeur est créancier titulaire d'une sûreté.

5. Nombre et catégorie des titres de l'émetteur assujetti en propriété véritable.

Placement

6. Nombre et catégorie des titres à placer.

7. Le cas échéant, indication selon laquelle le placement sera privé ou s'effectuera sur une bourse ou un marché. Selon le cas, nom de la bourse ou du marché

Mise en garde

Commet une infraction quiconque présente de l'information qui, eu égard aux circonstances de sa présentation, est fautive ou trompeuse sur un point important.

Attestation

J'atteste que :

- 1) je n'ai connaissance d'aucun fait ou changement important concernant l'émetteur des titres qui n'ait été rendu public;
- 2) l'information fournie dans le présent avis est vraie et complète.

Date _____

Nom du porteur vendeur

Signature du porteur vendeur (ou, dans le cas d'une société, du signataire autorisé)

Nom du signataire autorisé

INSTRUCTIONS

Déposer le présent avis par voie électronique au moyen de SEDAR auprès de l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire où le placement a lieu et de la bourse canadienne où le titre est inscrit à la cote. Dans le cas où le placement a lieu sur une bourse, déposer le présent avis auprès des autorités en valeurs mobilières de l'ensemble du Canada.

Avis au porteur vendeur - collecte et utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent avis sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières ci-après et utilisées par elles en vue de l'application de la législation en valeurs mobilières de leur territoire. Le présent avis est mis à la disposition du public en vertu du *Règlement 45-102 sur la revente de titres* et de la législation en valeurs mobilières de chaque territoire. Les renseignements personnels recueillis ne seront pas utilisés ni rendus publics à d'autres fins sans votre consentement préalable. Les sociétés déposantes doivent demander aux personnes physiques si elles consentent à ce que leurs renseignements personnels figurent dans le présent avis avant de le déposer.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de vos renseignements personnels ou de ceux de votre signataire autorisé aux autorités en valeurs mobilières ci-après.

Autorité des marchés financiers

800, square Victoria, 22^e étage
C. P. 246, Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information

Alberta Securities Commission

4th Floor, 300 - 5th Avenue SW
Calgary (Alberta) T2P 3C4
À l'attention de l'Information Officer
Téléphone : (403) 297-6454
Télécopieur : (403) 297-6156

British Columbia Securities Commission

P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
À l'attention du Manager, Financial and Insider Reporting
Téléphone : (604) 899-6730 ou 1 800 373-6393 (en C.-B.)
Télécopieur : (604) 899-6506

Securities Commission of Newfoundland and Labrador

P.O. Box 8700
2nd Floor, West Block
Confederation Building
75 O'Leary Avenue
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6
À l'attention du Director of Securities
Téléphone : (709) 729-4189
Télécopieur : (709) 729-6187

Department of Justice, Northwest Territories

Legal Registries

P.O. Box 1320

1st Floor, 5009-49th Street

Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9

À l'attention du Director, Legal Registries

Téléphone : (867) 873-7490

Télécopieur : (867) 873-0243

Nova Scotia Securities Commission

2nd Floor, Joseph Howe Building

1690 Hollis Street

Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9

À l'attention de Corporate Finance

Téléphone : (902) 424-7768

Télécopieur : (902) 424-4625

Department of Justice, Nunavut

Legal Registries Division

P.O. Box 1000 - Station 570

1st Floor, Brown Building

Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0

À l'attention du Director, Legal Registries Division

Téléphone : (867) 975-6190

Télécopieur : (867) 975-6194

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Suite 1903, Box 55

20 Queen Street West

Toronto (Ontario) M5H 3S8

À l'attention de l'Administrative Assistant to the Director of Corporate Finance

Téléphone : (416) 593-8314

Télécopieur : (416) 593-8177

Prince Edward Island Securities Office

Consumer, Corporate and Insurance Services Division

Office of the Attorney General

P.O. Box 2000

Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8

À l'attention du Registrar of Securities

Téléphone : (902) 368-4550

Télécopieur : (902) 368-5283

Saskatchewan Financial Services Commission

Securities Division

6th Floor, 1919 Saskatchewan Drive

Regina (Saskatchewan) S4P 3V7

À l'attention du Deputy Director, Legal

Téléphone : (306) 787-5879

Télécopieur : (306) 787-5899